

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[2003/42402]

Indices du prix de revient
du transport professionnel de marchandises par route

Le Service public fédéral Mobilité et Transports communique ci-après les indices du prix de revient du transport professionnel de marchandises par route pour le mois de février 2003 (base 31 décembre 1990 = 100) :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[2003/42402]

Indexcijfers van de kostprijs
van het beroepsgoederenvervoer over de weg

De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer deelt hierna de indexcijfers van de kostprijs van het beroepsgoederenvervoer over de weg mede voor de maand februari 2003 (basis 31 december 1990 = 100) :

	Indice Février 2003	Moyenne mobile 3 mois		Indexcijfer Februari 2003	Voortschrijdend gemiddelde 3 maanden
Transport national			Nationaal vervoer		
Messagerie	137,19	135,79	Stukgoed	137,19	135,79
Général	131,21	129,97	Algemeen	131,21	129,97
Transport international général			Algemeen internationaal vervoer		
Belgique - Allemagne	129,16	128,00	België - Duitsland	129,16	128,00
Belgique - France	130,74	129,63	België - Frankrijk	130,74	129,63
Belgique - Italie	130,40	129,48	België - Italië	130,40	129,48
Belgique - Espagne	126,98	126,11	België - Spanje	126,98	126,11
Indice standard (autres cas)	129,32	128,30	Standaardindexcijfer (andere gevallen)	129,32	128,30

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2003/03075]

**31 JANVIER 2003. — Circulaire relative aux pensions des mandataires locaux et de leurs ayants droit
- traitement de base - passage à l'euro - péréquation**

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur l'Echevin,

Madame, Monsieur le Président du C.P.A.S.,

Les pensions de retraite des bourgmestres, échevins et présidents des C.P.A.S. sont actuellement fixées conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, tel que modifié en dernier lieu par l'article 107 de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales et diverses.

Pour le calcul de ces pensions, il y a lieu de faire une distinction entre les mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001 et ceux exercés à partir de cette date.

Pour le calcul des pensions relatives à des mandats exercés à partir du 1^{er} janvier 2001, les traitements annuels de base à prendre en considération sont les traitements - augmentés - tels qu'ils résultent de l'application de la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux. Ces traitements de base sont fixés en fonction des traitements maximums pouvant être attachés, conformément à l'article 28 de la nouvelle loi communale, à la fonction de secrétaire communal.

Pour le calcul des pensions relatives à des mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001, il ne peut pas être tenu compte des augmentations de traitement qui résultent de la loi du 4 mai 1999 précitée. Ces pensions sont fixées en prenant en compte les traitements annuels de base qui étaient utilisés avant le 1^{er} janvier 2001. Par conséquent, même lorsque ces pensions prennent cours après le 31 décembre 2000, elles doivent être calculées sur la base des traitements de base fixés en fonction du maximum de l'échelle barémique attachée au grade - entre-temps supprimé - de rédacteur dans les ministères fédéraux.

Par ailleurs, les pensions des mandataires locaux sont calculées sur la base des traitements annuels de base qui, à la date de prise de cours de la pension, sont attachés à chacun des mandats exercés.

Il s'agit en l'occurrence des traitements annuels attachés à la fonction de bourgmestre, échevin ou président de C.P.A.S. d'une commune de la même importance que celle dans laquelle le mandataire concerné a exercé ses fonctions. Des modifications au niveau de l'importance de la commune où le mandat a été exercé - par exemple suite à une fusion, un accroissement de la population ou un relèvement de classe - qui ne produisent leurs effets qu'après l'expiration d'un mandat, n'ont de ce fait pas d'influence sur le traitement de base qui est pris en compte pour le calcul de la pension octroyée pour ce mandat. Il faut à cet effet signaler qu'un mandat local dure au maximum six ans. Chaque renouvellement du conseil communal donne en effet lieu à l'attribution de nouveaux mandats.

Des modifications au niveau de l'importance d'une commune produisant leurs effets au cours de mandat ont par contre bien une répercussion sur le traitement de base pris en compte pour le calcul de la pension. Pour chaque mandat distinct, il ne peut être octroyé qu'une seule pension. Cette pension doit être calculée en prenant en compte le traitement de base qui était attaché à la fonction exercée à l'expiration de ce mandat. On peut - dans les limites de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 8 décembre 1976 - octroyer pour des mandats exercés successivement une pension unique, dans la mesure où, à l'expiration de chacun de ces mandats, l'importance de la commune était la même.

Par le passé, chaque fluctuation du chiffre de la population d'une commune pouvait donner lieu à une révision annuelle du traitement des mandataires concernés. Ce n'est à présent plus le cas. Depuis le 1^{er} janvier 2001, ces traitements sont en effet fixés sur la base des chiffres de la population au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année du renouvellement complet des conseils communaux. Par conséquent, pendant six ans, les traitements des mandataires restent en principe indépendants de l'évolution du chiffre de la population de la commune concernée. Désormais un accroissement de la population ne peut plus donner lieu à une augmentation de traitement au cours de mandat que par un relèvement, accordé par arrêté royal, de la classe d'une commune.

Les traitements de base dont question ci-dessus doivent être convertis dans les montants de traitement en vigueur à la date de prise de cours de la pension.

Les traitements de base attachés aux mandats exercés à partir du 1^{er} janvier 2001 peuvent être majorés soit automatiquement suite à une augmentation des traitements maximums des secrétaires communaux fixés à l'article 28 de la nouvelle loi communale, soit par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris en exécution de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, de cette loi. Jusqu'à présent les traitements attachés à ces mandats sont restés inchangés. A partir du 1^{er} janvier 2002, ils doivent cependant être exprimés en euros.

Les traitements qui doivent être pris en considération pour le calcul des pensions relatives à des mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001 suivent l'évolution du maximum de l'échelle barémique attachée au grade supprimé de rédacteur dans les ministères fédéraux. Au 1^{er} juillet 1993, l'échelle barémique 20/1 était attachée à ce grade avec comme maximum 878 947 BEF à l'indice-pivot 138,01. Le grade de rédacteur a été supprimé à partir du 1^{er} janvier 1994 et remplacé par le grade d'assistant administratif avec l'échelle barémique 20 A. Cette échelle barémique était, au 1^{er} janvier 1994, identique à l'échelle barémique 20/1 supprimée.

Suite au passage à l'euro, le maximum de l'échelle barémique 20 A a été fixé le 1^{er} janvier 2002, à 21.788,59 EUR à l'indice-pivot 138,01. A partir du 1^{er} juin 2002, le maximum de cette échelle barémique a été augmenté - de 1 % - pour atteindre 22.006,56 EUR à l'indice-pivot 138,01.

Les pensions qui prennent cours à partir du 1^{er} janvier 2002 doivent être calculées en prenant en compte les traitements de base exprimés en euros, quelle que soit la période au cours de laquelle le mandat en question a été exercé.

Sur la base du maximum de l'échelle barémique 20 A exprimée en euros, les traitements de base qui, à partir du 1^{er} janvier 2002, doivent être pris en considération pour le calcul des pensions relatives à des mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001, peuvent être établis. Ces traitements de base sont calculés à partir des coefficients fixés par l'arrêté royal du 2 septembre 1976 fixant le traitement des bourgmestres et échevins, tel que modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1990.

Les pensions qui prennent cours avant le 1^{er} janvier 2002 sont fixées en francs belges, même lorsque le calcul de celles-ci n'est effectué qu'après cette date. Pour le paiement de celles-ci, ces pensions doivent, à partir du 1^{er} janvier 2002, être converties en euros d'après les règles générales de conversion et d'arrondi BEF/EUR. Conformément à ces règles, les montants convertis en euros sont le résultat de la division par 40,3399 des montants exprimés en francs belges. Ce résultat doit être arrondi à l'eurocent supérieur lorsque la troisième décimale est supérieure ou égale à 5 et à l'eurocent inférieur dans les autres cas.

Exemple 1 :

Bourgmestre : du 1-1-1977 au 31-12-1979
Echevin : du 1-1-1980 au 31-12-1982
du 1-1-1983 au 31-12-1988

La commune dans laquelle ces fonctions ont été exercées, comptait dans la période du 1-1-1977 au 31-12-1988 entre 19.201 et 19.600 habitants (groupe 76).

Par un relèvement de classe, cette commune a été incorporée, à partir du 1-1-1995, dans la classe 17 (20.001 à 25.000 habitants). Comme la moyenne arithmétique de cette nouvelle classe s'élève à 22.500,5 habitants, cette commune appartient donc à partir du 1-1-1995, pour le calcul du traitement de ses mandataires, au groupe 84 (22.401 à 22.800 habitants).

Date de prise de cours de la pension : 1-12-2001

Dans ce cas, deux pensions distinctes doivent être octroyées.

Le relèvement de classe au 1-1-1995 n'aura pas d'incidence sur le montant de la pension; en effet, elle n'a eu d'effets qu'après expiration du dernier mandat.

Pension 1 : mandat de bourgmestre du 1-1-1977 au 31-12-1979 (36 mois)

Traitement de base attaché à la fonction de bourgmestre au 31-12-1979 (groupe 76), converti dans les montants de traitement en vigueur au 1-12-2001 :

$$878\,947 \text{ BEF} \times 769,52 \text{ ‰} = 676\,367 \text{ BEF par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Montant de la pension :

$$676\,367 \text{ BEF} \times 36/12 \times 3,75 \% = 76\,091 \text{ BEF par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

$$\text{limite des } 3/4 : 676\,367 \text{ BEF} \times 75 \% = 507\,275 \text{ BEF}$$

Pension 2 : mandats d'échevin du 1-1-1980 au 31-12-1982 (36 mois)

et du 1-1-1983 au 31-12-1988 (72 mois)

Traitement de base attaché à la fonction d'échevin au 31-12-1982 et au 31-12-1988 (groupe 76), converti dans les montants de traitement en vigueur au 1-12-2001 :

$$878\,947 \text{ BEF} \times 478,85 \% = 420\,884 \text{ BEF par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Montant de la pension :

$$420\,884 \text{ BEF} \times 108/12 \times 3,75 \% = 142\,048 \text{ BEF par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

$$\text{limite des } 3/4 : 420\,884 \text{ BEF} \times 75 \% = 315\,663 \text{ BEF}$$

Montant total de la pension : 76 091 BEF

+ 142 048 BEF

= 218 139 BEF par an (à l'indice-pivot 138,01)

$$\text{limite des } 3/4 : 676\,367 \text{ BEF} \times 75 \% = 507\,275 \text{ BEF}$$

(3/4 du traitement de base attaché au mandat le mieux rémunéré)

Paiement en euro à partir du 1-1-2002 :

$$\text{Pension 1 : } 76\,091 \text{ BEF} / 40,3399 = 1.886,25 \text{ EUR}$$

$$\text{Pension 2 : } 142\,048 \text{ BEF} / 40,3399 = \underline{3.521,28 \text{ EUR}}$$

$$5.407,53 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Exemple 2 :

Bourgmestre : du 1-1-1977 au 31-12-1982

du 1-1-1989 au 31-12-1994

du 1-1-1995 au 31-12-2000

du 1-1-2001 au 31-12-2001

La commune dans laquelle cette fonction a été exercée appartient à la classe 15 (10.001 à 15.000 habitants). Dans la période du 1-1-1977 au 31-12-1997, cette commune comptait entre 11.201 et 11.600 habitants (groupe 56). Suite à un accroissement de la population, cette commune compte, depuis le 1-1-1998, plus de 11.600 mais moins de 12.000 habitants (groupe 57).

Date de prise de cours de la pension : 1-1-2002

Dans le cas présent, trois pensions distinctes, calculées en euro, doivent être accordées.

Pension 1 : mandats de bourgmestre du 1-1-1977 au 31-12-1982 (72 mois)

et du 1-1-1989 au 31-12-1994 (72 mois)

Traitement de base attaché à la fonction de bourgmestre au 31-12-1982 et au 31-12-1994 (groupe 56), converti dans les montants de traitement en vigueur au 1-1-2002 :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 544,70 \text{ ‰} = 11.868,24 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Montant de la pension :

$$11.868,24 \text{ EUR} \times 144/12 \times 3,75 \% = 5.340,70 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

$$\text{limite des } 3/4 : 11.868,24 \text{ EUR} \times 75 \% = 8.901,18 \text{ EUR.}$$

Pension 2 : mandat de bourgmestre du 1-1-1995 au 31-12-2000 (72 mois)

Traitement de base attaché à la fonction de bourgmestre au 31-12-2000 (groupe 57), converti dans les montants de traitement en vigueur au 1-1-2002 :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 547,09 \text{ ‰} = 11.920,32 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Montant de la pension :

$$11.920,32 \text{ EUR} \times 72/12 \times 3,75 \% = 2.682,07 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

$$\text{limite des } 3/4 : 11.920,32 \text{ EUR} \times 75 \% = 8.940,24 \text{ EUR}$$

Pension 3 : mandat de bourgmestre du 1-1-2001 au 31-12-2001 (12 mois)

Traitement de base attaché à la fonction de bourgmestre au 31-12-2001 (classe 15), converti dans les montants de traitement en vigueur au 1-1-2002 :

$$43.133,60 \text{ EUR} \times 85 \% = 36.663,56 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Montant de la pension :

$$36.663,56 \text{ EUR} \times 12/12 \times 3,75 \% = 1.374,88 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

$$\text{limite des } 3/4 : 36.663,56 \text{ EUR} \times 75 \% = 27.497,67 \text{ EUR}$$

Montant total de la pension : 5.340,70 EUR

$$+ 2.682,07 \text{ EUR}$$

$$+ 1.374,88 \text{ EUR}$$

$$= 9.397,65 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

$$\text{limite des } 3/4 : 36.663,56 \text{ EUR} \times 75 \% = 27.497,67 \text{ EUR}$$

(3/4 du traitement de base attaché au mandat le mieux rémunéré)

Pour la péréquation des pensions, il faut également faire la distinction entre la pension relative à des mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001 et ceux exercés à partir de cette date.

Les pensions en cours qui se rapportent à des mandats exercés à partir du 1^{er} janvier 2001 sont adaptées chaque fois que les traitements de base qui ont été pris en compte pour leur calcul, augmentent suite à une majoration des traitements maximums des secrétaires communaux fixés à l'article 28 de la nouvelle loi communale ou suite à un arrêté royal pris en exécution de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.

Pour la péréquation des pensions en cours qui se rapportent à des mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001, il ne peut être tenu aucun compte des augmentations de traitement qui résultent de la loi du 4 mai 1999. Ces pensions restent liées à l'évolution des traitements de base dont il a été fait usage avant le 1^{er} janvier 2001, c'est-à-dire les traitements de base fixés - depuis le 1^{er} janvier 1994 - en fonction du maximum de l'échelle barémique 20 A attachée au grade d'assistant administratif dans les ministères fédéraux. Ces pensions doivent être adaptées à partir du 1^{er} juin 2002 vu que, à partir de cette date, le maximum de l'échelle barémique 20 A a été augmenté pour atteindre 22.006,56 EUR par an à l'indice-pivot 138,01.

En principe, les pensions des mandataires locaux sont adaptées en multipliant le montant initial de la pension par un coefficient de péréquation obtenu en divisant le nouveau traitement de base de la fonction exercée, par le traitement de base initial ayant été pris en compte pour le calcul de la pension.

Pour les pensions qui ont pris cours avant le 1^{er} janvier 2002, les montants initiaux des pensions et des traitements de base sont cependant exprimés en francs belges, alors que les nouveaux traitements de base sont exprimés en euros. Si la pension a pris cours avant le 1^{er} janvier 1990, ces montants initiaux doivent de plus être convertis de l'indice-pivot 114,20 à l'indice-pivot 138,01. Pour des raisons pratiques, le montant de la pension en vigueur au 1^{er} janvier 2002 peut, pour la péréquation de ces pensions, également être considéré comme la pension initiale dont question à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1976. Dans ce cas, le traitement de base initial doit être converti dans les montants de traitement - exprimés en euros - qui étaient en vigueur le 1^{er} juillet 1993, date d'exécution de la dernière péréquation. Lors de cette conversion, il ne faut pas perdre de vue que les coefficients fixés par l'arrêté royal précité du 2 septembre 1976, ont été modifiés à partir du 1^{er} janvier 1990 par arrêté royal du 27 décembre 1990.

Exemple 3 :

Une pension octroyée pour un mandat de bourgmestre dans une commune de 1.832 habitants (groupe 1) a pris cours le 1-1-1989. La pension initiale était de 6 823 BEF par an à l'indice-pivot 114,20. Le traitement de base initial s'élevait à 30 326 BEF à l'indice-pivot 114,20 (284 759 BEF \times 106,5 ‰). Cette pension a été adaptée en dernier lieu le 1-7-1993 sur la base d'un nouveau traitement annuel de base de 152 198 BEF à l'indice-pivot 138,01 (878 947 BEF \times 173,16 ‰). A cette date-là, la pension s'élevait à 34 241 BEF par an à l'indice-pivot 138,01. A partir du 1-1-2002, cette pension s'élève à 34 241 BEF/40.3399 = 848,81 EUR par an à l'indice-pivot 138,01.

Si ce dernier montant de pension sert de base pour la péréquation au 1-6-2002, le traitement de base initial doit alors être converti dans les montants de traitement qui étaient en vigueur le 1-7-1993, exprimés en euro.

Traitement de base attaché à la fonction de bourgmestre d'une commune de 1.832 habitants (groupe 1) au 1-7-1993 :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 173,16 \% = 3.772,91 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le nouveau traitement de base attaché à cette fonction s'élève, au 1-6-2002, à :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 173,16 \% = 3.810,66 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Dès lors, le coefficient de péréquation est dans ce cas-ci calculé comme suit :

$$\frac{\text{nouveau traitement de base}}{\text{traitement de base au 1-7-1993}} = \frac{3.810,66 \text{ EUR}}{3.772,91 \text{ EUR}} = 1,010005$$

Montant adapté de la pension au 1^{er} juin 2002 :

montant de la pension au 1-1-2002 \times coefficient de péréquation

$$848,81 \text{ EUR} \times 1,010005 = 857,30 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Exemple 4 :

Péréquation des pensions calculées dans l'exemple 1 ci-dessus.

Pension 1 : a été octroyée à partir du 1-12-2001 pour un mandat de bourgmestre dans une commune comportant une population comprise entre 19.201 et 19.600 habitants (groupe 76).

Cette pension est payée depuis le 1-1-2002 sur la base d'un montant de 1.886,25 EUR par an (à l'indice-pivot 138,01).

Si ce dernier montant de pension est utilisé comme base pour la péréquation au 1-6-2002, le traitement de base initial doit alors être converti dans les montants de traitement qui étaient en vigueur au 1-7-1993, exprimés en euro.

$$21.788,59 \times 769,52 \text{ ‰} = 16.766,76 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01).}$$

Le nouveau traitement de base attaché à cette fonction s'élève, au 1-6-2002, à :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 769,52 \text{ ‰} = 16.934,49 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le coefficient de péréquation est dans ce cas-ci calculé comme suit :

$$\frac{\text{nouveau traitement de base}}{\text{traitement de base au 1-6-1993}} = \frac{16.934,49 \text{ EUR}}{16.766,76 \text{ EUR}} = 1,010004$$

Montant adapté de la pension au 1-6-2002 :

montant de la pension au 1-1-2002 \times coefficient de péréquation

$$1.886,25 \text{ EUR} \times 1,010004 = 1.905,12 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Pension 2 : a été octroyée à partir du 1-12-2001 pour deux mandats d'échevin d'une commune comportant une population comprise entre 19.201 et 19.600 habitants (groupe 76).

Cette pension est payée depuis le 1-1-2002 sur la base d'un montant de 3.521,28 EUR par an (à l'indice-pivot 138,01).

Si ce montant de pension est utilisé comme base pour la péréquation au 1-6-2002, le traitement de base initial doit alors être converti dans les montants de traitement qui étaient en vigueur au 1-7-1993, exprimés en euro.

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 478,85 \text{ ‰} = 10.433,47 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le nouveau traitement de base attaché à cette fonction est, au 1-6-2002, de :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 478,85 \text{ ‰} = 10.537,84 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le coefficient de péréquation est dans ce cas-ci calculé comme suit :

$$\frac{\text{nouveau traitement de base}}{\text{traitement de base au 1-7-1993}} = \frac{10.537,84 \text{ EUR}}{10.433,47 \text{ EUR}} = 1,010003$$

Montant adapté de la pension au 1-6-2002 :

montant de la pension au 1-1-2002 \times coefficient de péréquation

$$3.521,28 \text{ EUR} \times 1,010003 = 3.556,50 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Exemple 5 :

Péréquation des pensions calculées dans l'exemple 2 ci-dessus.

Pension 1 : 5.340,70 EUR par an (à l'indice pivot 138,01), octroyée à partir du 1-1-2002 pour deux mandats successifs de bourgmestre d'une commune comportant une population comprise entre 11.201 et 11.600 habitants (groupe 56).

La pension initiale est dans ce cas-ci calculée en prenant en compte un traitement de base fixé dans les montants de traitement qui étaient en vigueur au 1-7-1993, exprimés en euro.

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 544,70 \text{ ‰} = 11.868,24 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le nouveau traitement de base attaché à cette fonction est, au 1-6-2002, de :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 544,70 \text{ ‰} = 11.986,97 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le coefficient de péréquation est calculé comme suit :

$$\frac{\text{nouveau traitement de base}}{\text{traitement de base initial}} = \frac{11.986,97 \text{ EUR}}{11.868,24 \text{ EUR}} = 1,010004$$

Montant adapté de la pension au 1-6-2002 :

montant de la pension au 1-1-2002 \times coefficient de péréquation

$$5.340,70 \text{ EUR} \times 1,010004 = 5.394,12 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Pension 2 : 2.682,07 EUR par an (à l'indice-pivot 138,01), octroyée à partir du 1-1-2002 pour un mandat de bourgmestre d'une commune comportant une population comprise entre 11.601 et 12.000 habitants (groupe 57).

Dans ce cas-ci, la pension initiale a également été calculée en prenant en compte un traitement de base fixé dans les montants de traitement qui étaient en vigueur au 1-7-1993, exprimés en euros :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 547,09 \text{ ‰} = 11.920,32 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le nouveau traitement de base attaché à cette fonction est, au 1-6-2002, de :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 547,09 \text{ ‰} = 12.039,57 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Le coefficient de péréquation est calculé comme suit :

$$\frac{\text{nouveau traitement de base}}{\text{traitement de base initial}} = \frac{12.039,57 \text{ EUR}}{11.920,32 \text{ EUR}} = 1,010003$$

Montant adapté de la pension au 1-6-2002 :

montant de la pension au 1-1-2002 × coefficient de péréquation

$$2.682,07 \text{ EUR} \times 1,010003 = 2.708,89 \text{ EUR par an (à l'indice-pivot 138,01)}$$

Pension 3 : 1.374,88 EUR par an (à l'indice-pivot 138,01), octroyée à partir du 1-1-2002 pour un mandat de bourgmestre d'une commune comportant une population comprise entre 10.001 et 15.000 habitants (classe 15).

Cette pension se rapporte à un mandat exercé à partir du 1-1-2001. Elle n'est pas adaptée au 1-6-2002, vu qu'elle est liée à l'évolution des traitements maximums des secrétaires communaux, fixés à l'article 28 de la nouvelle loi communale.

Conformément à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1976, tel que remplacé par la loi du 22 janvier 1981, les pensions de survie des ayants droit des mandataires locaux sont en principe calculées de la même manière que les pensions de retraite. Cette disposition implique que la péréquation des pensions de survie, elle aussi, se fait de la même manière que pour les pensions de retraite. Une pension de survie est donc en principe adaptée à chaque augmentation du traitement annuel de base qui a été pris en compte pour son calcul. Comme pour les pensions de retraite, on ne peut toutefois pas tenir compte, pour le calcul et l'adaptation des pensions de survie qui se rapportent à des mandats exercés avant le 1^{er} janvier 2001, des augmentations de traitement qui résultent de la loi du 4 mai 1999.

Enfin, j'aimerais attirer l'attention sur les pensions de retraite et de survie des mandataires locaux et de leurs ayants droit qui ont pris cours avant le 1^{er} juin 1976 et qui - par application de la mesure transitoire contenue dans l'article 17, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1976 - ont continué à être calculées sur la base de l'ancienne législation en la matière (loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit, modifiée par les lois des 20 avril 1965 et 11 juillet 1969, ainsi que l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1970 pris en exécution de l'article 24 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique). Ces pensions doivent être recalculées conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1976, compte tenu des traitements de base entrant en vigueur au 1^{er} juin 2002. La pension recalculée doit être comparée à la pension à laquelle l'intéressé pouvait prétendre au 31 mai 2002 (tous les montants liés à l'indice-pivot 138,01 et exprimés en euros). La pension la plus avantageuse doit être octroyée à partir du 1^{er} juin 2002. Il faut agir de la même manière pour les pensions qui ont pris cours à partir du 1^{er} juin 1976, mais qui, en application de l'article 17, alinéa 2, de la loi du 8 décembre 1976, ont également continué à être calculées sur la base de l'ancienne législation.

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROECKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2003/03075]

31 JANUARI 2003. — Omzendbrief betreffende de pensioenen van de lokale mandatarissen en hun rechthebbenden - basiswedde - overgang naar de euro - perequatie

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Schepen,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter van het O.C.M.W.,

De rustpensioenen van de burgemeesters, schepenen en voorzitters van de O.C.M.W.'s worden thans vastgesteld overeenkomstig het bepaalde in artikel 5 van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden, zoals het laatst gewijzigd werd bij artikel 107 van de wet van 24 december 1999 houdende sociale en diverse bepalingen.

Bij de berekening van deze pensioenen dient een onderscheid te worden gemaakt naargelang de mandaten uitgeoefend werden vóór 1 januari 2001 dan wel vanaf die datum.

Voor de berekening van de pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vanaf 1 januari 2001 moeten de in aanmerking te nemen jaarlijkse basiswedden vastgesteld worden op grond van de - verhoogde - wedden zoals zij voortvloeien uit de toepassing van de wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen. Deze basiswedden worden vastgesteld in functie van de maximumwedden die aan het ambt van gemeentesecretaris kunnen verbonden worden overeenkomstig artikel 28 van de Nieuwe Gemeentewet.

Bij de berekening van de pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vóór 1 januari 2001 mag geen rekening gehouden worden met de weddenverhogingen die voortvloeien uit voornoemde wet van 4 mei 1999. Deze pensioenen worden vastgesteld op grond van de jaarlijkse basiswedden waarvan gebruik werd gemaakt vóór 1 januari 2001. Zelfs indien deze pensioenen ingaan na 31 december 2000 moeten zij bijgevolg berekend worden op grond van basiswedden die vastgesteld worden in functie van het maximum van de weddenschaal verbonden aan de - inmiddels afgeschafte - graad van opsteller in de federale ministeries.

De pensioenen van de lokale mandatarissen worden berekend op grond van de jaarlijkse basiswedden die aan elk van de uitgeoefende mandaten verbonden zijn op de ingangsdatum van het pensioen.

Hiermee worden de jaarwedden bedoeld die verbonden zijn aan het ambt van burgemeester, schepen of O.C.M.W.-voorzitter in een gemeente van dezelfde belangrijkheid als deze waarin de betrokken mandataris zijn ambt heeft uitgeoefend. Wijzigingen in de belangrijkheid van de gemeente waar het mandaat werd uitgeoefend - bijvoorbeeld als gevolg van een fusie, een bevolkingsaan groei of een klassenverheffing - die pas na het verstrijken van een mandaat uitwerking krijgen, hebben derhalve geen invloed op de basiswedde die als grondslag dient voor de berekening van het voor dat mandaat toegekende pensioen. Hierbij dient erop gewezen dat een lokaal mandaat maximaal zes jaar duurt. Elke vernieuwing van de gemeenteraad geeft immers aanleiding tot het toewijzen van nieuwe mandaten.

Wijzigingen in de belangrijkheid van een gemeente die uitwerking krijgen in de loop van een mandaat hebben daarentegen wel een weerslag op de basiswedde die als grondslag dient voor de berekening van het pensioen. Voor elk afzonderlijk mandaat kan slechts één enkel pensioen toegekend worden. Dit pensioen moet berekend worden op grond van de basiswedde die bij het verstrijken van dat mandaat aan het uitgeoefende ambt verbonden was. Voor achtereenvolgend uitgeoefende mandaten mag - binnen de perken van artikel 5, § 1, tweede lid, van voornoemde wet van 8 december 1976 - een enig pensioen worden toegekend, in zoverre de belangrijkheid van de gemeente bij het verstrijken van elk van die mandaten dezelfde was.

In het verleden kon elke schommeling van het bevolkingscijfer van een gemeente aanleiding geven tot een jaarlijkse herziening van de wedden van de betrokken mandatarissen. Dit is thans niet langer het geval. Sedert 1 januari 2001 worden deze wedden immers vastgesteld op basis van de bevolkingscijfers op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de volledige vernieuwing van de gemeenteraden. Bijgevolg blijven de wedden van de mandatarissen in principe gedurende zes jaar onafhankelijk van de evolutie van het bevolkingscijfer van de betrokken gemeente. Een bevolkingsaan groei kan voortaan alleen nog via een bij koninklijk besluit toegestane klassenverheffing van een gemeente aanleiding geven tot een weddenverhoging in de loop van een mandaat.

De hierboven bedoelde basiswedden moeten omgezet worden in de weddenbedragen die van kracht zijn op de ingangsdatum van het pensioen.

De basiswedden verbonden aan de vanaf 1 januari 2001 uitgeoefende mandaten kunnen verhoogd worden, hetzij automatisch, als gevolg van een verhoging van de in artikel 28 van de Nieuwe Gemeentewet vastgestelde maximumwedden voor de gemeentesecretarissen, hetzij bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 19, § 1, tweede lid, van die wet. De aan deze mandaten verbonden wedden zijn tot op heden ongewijzigd gebleven. Zij moeten vanaf 1 januari 2002 evenwel uitgedrukt worden in euro.

De wedden die in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van de pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vóór 1 januari 2001 volgen de evolutie van het maximum van de weddenschaal verbonden aan de afgeschafte graad van opsteller in de federale ministeries. Aan deze graad was de weddenschaal 20/1 verbonden met als maximum 878 947 BEF aan spilindex 138,01 op 1 juli 1993. De graad van opsteller werd vanaf 1 januari 1994 afgeschafte en vervangen door de graad van bestuursassistent met weddenschaal 20 A. Deze weddenschaal was op 1 januari 1994 identiek aan de afgeschafte weddenschaal 20/1.

Naar aanleiding van de overgang naar de euro werd het maximum van de weddenschaal 20 A vanaf 1 januari 2002 vastgesteld op 21.788,59 EUR aan spilindex 138,01. Vanaf 1 juni 2002 werd het maximum van deze weddenschaal - met 1 % - verhoogd tot 22.006,56 EUR aan spilindex 138,01.

Pensioenen die ingaan vanaf 1 januari 2002 moeten berekend worden aan de hand van de in euro uitgedrukte basiswedden, ongeacht het tijdstip waarop het betreffende mandaat werd uitgeoefend.

Op basis van het in euro uitgedrukte maximum van de weddenschaal 20 A kunnen de basiswedden berekend worden die vanaf 1 januari 2002 in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van de pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vóór 1 januari 2001. Deze basiswedden worden berekend aan de hand van de coëfficiënten bepaald bij koninklijk besluit van 2 september 1976 tot vaststelling van de wedden van de burgemeesters en de schepenen, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 december 1990.

Pensioenen die ingaan vóór 1 januari 2002 worden vastgesteld in Belgische frank, ook wanneer de berekening ervan pas na die datum wordt uitgevoerd. Voor de betaling ervan moeten deze pensioenen vanaf 1 januari 2002 omgezet worden in euro volgens de algemene conversie- en afrondingsregels BEF/EUR. Overeenkomstig deze regels zijn de in euro omgerekende bedragen het resultaat van de deling door 40,3399 van de in Belgische frank uitgedrukte bedragen. Dit resultaat dient afgerond te worden tot de hogere eurocent indien de derde decimaal hoger is dan of gelijk is aan 5 en tot de lagere eurocent in de andere gevallen.

Voorbeeld 1 :

Burgemeester : van 1-1-1977 tot 31-12-1979
Schepen : van 1-1-1980 tot 31-12-1982
van 1-1-1983 tot 31-12-1988

De gemeente waarin deze ambten werden uitgeoefend, telde in de periode van 1-1-1977 tot 31-12-1988 tussen 19.201 en 19.600 inwoners (groep 76).

Door een klassenverheffing werd deze gemeente vanaf 1-1-1995 ingedeeld in klasse 17 (20.001 tot 25.000 inwoners). Vermits het rekenkundig gemiddelde van deze nieuwe klasse 22.500,5 inwoners bedraagt, behoort deze gemeente voor de vaststelling van de wedden van haar mandatarissen vanaf 1-1-1995 dus tot groep 84 (22.401 tot 22.800 inwoners).

Ingangsdatum van het pensioen : 1-12-2001

In dit geval moeten twee afzonderlijke pensioenen worden toegekend.

De klassenverheffing op 1-1-1995 zal geen invloed hebben op het pensioenbedrag; zij kreeg immers pas uitwerking na het verstrijken van het laatste mandaat.

Pensioen 1 : mandaat van burgemeester van 1-1-1977 tot 31-12-1979 (36 maanden)

Basiswedde verbonden aan het ambt van burgemeester op 31-12-1979 (groep 76), omgezet in de weddenbedragen van kracht op 1-12-2001 :

$$878\,947 \text{ BEF} \times 769,52 \% = 676\,367 \text{ BEF per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

Pensioenbedrag :

$$676\,367 \text{ BEF} \times 36/12 \times 3,75 \% = 76\,091 \text{ BEF per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 676\,367 \text{ BEF} \times 75 \% = 507\,275 \text{ BEF}$$

Pensioen 2 : mandaten van schepenen van 1-1-1980 tot 31-12-1982 (36 maanden)

en van 1-1-1983 tot 31-12-1988 (72 maanden)

Basiswedde verbonden aan het ambt van schepenen op 31-12-1982 en op 31-12-1988 (groep 76), omgezet in de weddenbedragen van kracht op 1-12-2001 :

$$878\,947 \text{ BEF} \times 478,85 \% = 420\,884 \text{ BEF per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

Pensioenbedrag :

$$420\,884 \text{ BEF} \times 108/12 \times 3,75 \% = 142\,048 \text{ BEF per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 420.884 \text{ BEF} \times 75 \% = 315.663 \text{ BEF}$$

Totaal pensioenbedrag :

$$76\,091 \text{ BEF}$$

$$+ 142\,048 \text{ BEF}$$

$$= 218\,139 \text{ BEF per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 676\,367 \text{ BEF} \times 75 \% = 507\,275 \text{ BEF}$$

(3/4 van de basiswedde verbonden aan het best bezoldigde mandaat)

Betaling in euro vanaf 1-1-2002 :

$$\text{pensioen 1 : } 76\,091 \text{ BEF} / 40,3399 = 1.886,25 \text{ EUR}$$

$$\text{pensioen 2 : } 142\,048 \text{ BEF} / 40,3399 = 3.521,28 \text{ EUR}$$

$$5.407,53 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

Voorbeeld 2 :

Burgemeester : van 1-1-1977 tot 31-12-1982

van 1-1-1989 tot 31-12-1994

van 1-1-1995 tot 31-12-2000

van 1-1-2001 tot 31-12-2001

De gemeente waarin dit ambt werd uitgeoefend behoort tot klasse 15 (10.001 tot 15.000 inwoners). In de periode van 1-1-1977 tot 31-12-1997 telde deze gemeente tussen 11.201 en 11.600 inwoners (groep 56). Ten gevolge van een bevolkingsaanwinst telt deze gemeente sedert 1-1-1998 meer dan 11.600 doch minder dan 12.000 inwoners (groep 57).

Ingangsdatum van het pensioen : 1-1-2002

In dit geval dienen drie afzonderlijke pensioenen te worden toegekend, berekend in euro.

Pensioen 1 : mandaten van burgemeester van 1-1-1977 tot 31-12-1982 (72 maanden)

en van 1-1-1989 tot 31-12-1994 (72 maanden)

Basiswedde verbonden aan het ambt van burgemeester op 31-12-1982 en op 31-12-1994 (groep 56), omgezet in de weddenbedragen van kracht op 1-1-2002 :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 544,70 \% = 11.868,24 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

Pensioenbedrag :

$$11.868,24 \text{ EUR} \times 144/12 \times 3,75 \% = 5.340,70 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 11.868,24 \text{ EUR} \times 75 \% = 8.901,18 \text{ EUR}$$

Pensioen 2 : mandaat van burgemeester 1-1-1995 tot 31-12-2000 (72 maanden)

Basiswedde verbonden aan het ambt van burgemeester op 31-12-2000 (groep 57), omgezet in de weddenbedragen van kracht op 1-1-2002 :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 547,09 \% = 11.920,32 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

Pensioenbedrag :

$$11.920,32 \text{ EUR} \times 72/12 \times 3,75 \% = 2.682,07 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 11.920,32 \text{ EUR} \times 75 \% = 8.940,24 \text{ EUR}$$

Pensioen 3 : mandaat van burgemeester van 1-1-2001 tot 31-12-2001 (12 maanden)

Basiswedde verbonden aan het ambt van burgemeester op 31-12-2001 (klasse 15), omgezet in de weddenbedragen van kracht op 1-1-2002 :

$$43.133,60 \text{ EUR} \times 85 \% = 36.663,56 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

Pensioenbedrag :

$$36.663,56 \text{ EUR} \times 12/12 \times 3,75 \% = 1.374,88 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 36.663,56 \text{ EUR} \times 75 \% = 27.497,67 \text{ EUR}$$

Totaal pensioenbedrag :

$$5.340,70 \text{ EUR}$$

$$+ 2.682,07 \text{ EUR}$$

$$+ 1.374,88 \text{ EUR}$$

$$= 9.397,65 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

$$3/4\text{-grens} : 36.663,56 \text{ EUR} \times 75 \% = 27.497,67 \text{ EUR}$$

(3/4 van de basiswedde verbonden aan het best bezoldigde mandaat)

Ook voor de perequatie van de pensioenen moet een onderscheid gemaakt worden naargelang het pensioen betrekking heeft op mandaten die uitgeoefend werden vóór 1 januari 2001 dan wel vanaf die datum.

De lopende pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vanaf 1 januari 2001 worden aangepast telkens de basiswedden die als grondslag hebben gediend voor de berekening ervan verhogingen als gevolg van een verhoging van de in artikel 28 van de Nieuwe Gemeentewet vastgestelde maximumwedden voor de gemeentesecretarissen of als gevolg van een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 19, § 1, tweede lid, van de Nieuwe Gemeentewet.

Voor de perequatie van de lopende pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vóór 1 januari 2001 mag geen rekening gehouden worden met de weddenverhogingen die voortvloeien uit de wet van 4 mei 1999. Deze pensioenen blijven gekoppeld aan de evolutie van de basiswedden waarvan gebruik gemaakt werd vóór 1 januari 2001, d.w.z. de basiswedden die - sedert 1 januari 1994 - vastgesteld worden in functie van het maximum van de weddenschaal 20 A verbonden aan de graad van bestuursassistent in de federale ministeries. Deze pensioenen moeten vanaf 1 juni 2002 aangepast worden vermits het maximum van de weddenschaal 20 A vanaf die datum verhoogd werd tot 22.006,56 EUR per jaar aan spilindex 138,01.

In principe worden de pensioenen van de lokale mandatarissen aangepast door het aanvankelijke pensioenbedrag te vermenigvuldigen met een perequatiecoëfficiënt die bekomen wordt door de nieuwe basiswedde voor het uitgeoefende ambt te delen door de aanvankelijke basiswedde die als grondslag heeft gediend voor de berekening van het pensioen.

De aanvankelijke pensioenbedragen en basiswedden van de pensioenen die ingegaan zijn vóór 1 januari 2002 zijn evenwel uitgedrukt in Belgische franken, terwijl de nieuwe basiswedden uitgedrukt worden in euro. Indien het pensioen is ingegaan vóór 1 januari 1990 moeten deze aanvankelijke bedragen bovendien omgezet worden van spilindex 114,20 naar spilindex 138,01. Om praktische redenen mag voor de perequatie van deze pensioenen ook het op 1 januari 2002 geldende pensioenbedrag beschouwd worden als het aanvankelijk pensioen bedoeld in artikel 5, § 4, eerste lid, van de wet van 8 december 1976. In dat geval dient de aanvankelijke basiswedde evenwel omgezet te worden in de - in euro uitgedrukte - weddenbedragen die van kracht waren op 1 juli 1993, datum van de laatst uitgevoerde perequatie. Bij deze omzetting mag niet uit het oog verloren worden dat de coëfficiënten vastgesteld bij voornoemd koninklijk besluit van 2 september 1976 vanaf 1 januari 1990 gewijzigd werden bij koninklijk besluit van 27 december 1990.

Voorbeeld 3 :

Een pensioen dat werd toegekend voor een mandaat als burgemeester in een gemeente van 1.832 inwoners (groep 1) is ingegaan op 1-1-1989. Het aanvankelijk pensioen bedroeg 6 823 BEF per jaar aan spilindex 114,20. De aanvankelijke basiswedde bedroeg 30 326 BEF aan spilindex 114,20 ($284\,759\text{ BEF} \times 106,5\%$). Dit pensioen werd laatst aangepast op 1-7-1993 op grond van een nieuwe basisjaarwedde van 152 198 BEF aan spilindex 138,01 ($878\,947\text{ BEF} \times 173,16\%$). Het pensioen bedroeg op die datum 34 241 BEF per jaar aan spilindex 138,01. Vanaf 1-1-2002 bedraagt dit pensioen $34\,241\text{ BEF}/40,3399 = 848,81\text{ EUR}$ per jaar aan spilindex 138,01.

Indien dit laatste pensioenbedrag als basis wordt gebruikt voor de perequatie op 1-6-2002, moet de aanvankelijke basiswedde omgezet worden in de weddenbedragen die van kracht waren op 1-7-1993, uitgedrukt in euro.

Basiswedde verbonden aan het ambt van burgemeester van een gemeente van 1.832 inwoners (groep 1) op 1-7-1993 :
 $21\,788,59\text{ EUR} \times 173,16\% = 3\,772,91\text{ EUR}$ per jaar (aan spilindex 138,01)

De nieuwe basiswedde verbonden aan dit ambt bedraagt op 1-6-2002 :

$$22\,006,56\text{ EUR} \times 173,16\% = 3\,810,66\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De perequatiecoëfficiënt wordt in dit geval dan als volgt berekend :

$$\frac{\text{nieuwe basiswedde}}{\text{basiswedde op 1-7-1993}} = \frac{3.810,66\text{ EUR}}{3.772,91\text{ EUR}} = 1,010005$$

Aangepast pensioenbedrag op 1 juni 2002 :

$$\begin{aligned} &\text{pensioenbedrag op 1-1-2002} \times \text{perequatiecoëfficiënt} \\ &848,81\text{ EUR} \times 1,010005 = 857,30\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)} \end{aligned}$$

Voorbeeld 4 :

Perequatie van de pensioenen berekend in bovenstaand voorbeeld 1.

Pensioen 1 : werd vanaf 1-12-2001 toegekend voor een mandaat van burgemeester van een gemeente met een bevolking tussen 19.201 en 19.600 inwoners (groep 76).

Dit pensioen wordt sedert 1-1-2002 uitbetaald op basis van een bedrag van 1.886,25 EUR per jaar (aan spilindex 138,01).

Indien dit laatste pensioenbedrag als basis wordt gebruikt voor de perequatie op 1-6-2002, moet de aanvankelijke basiswedde omgezet worden in de weddenbedragen die van kracht waren op 1-7-1993, uitgedrukt in euro.

$$21.788,59\text{ EUR} \times 769,52\% = 16.766,76\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De nieuwe basiswedde verbonden aan dit ambt bedraagt op 1-6-2002 :

$$22.006,56\text{ EUR} \times 769,52\% = 16.934,49\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De perequatiecoëfficiënt wordt in dit geval als volgt berekend :

$$\frac{\text{nieuwe basiswedde}}{\text{basiswedde op 1-6-1993}} = \frac{16.934,49\text{ EUR}}{16.766,76\text{ EUR}} = 1,010004$$

Aangepast pensioenbedrag op 1-6-2002 :

$$\begin{aligned} &\text{pensioenbedrag op 1-1-2002} \times \text{perequatiecoëfficiënt} \\ &1.886,25\text{ EUR} \times 1,010004 = 1.905,12\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)} \end{aligned}$$

Pensioen 2 : werd vanaf 1-12-2001 toegekend voor twee mandaten van schepenen van een gemeente met een bevolking tussen 19.201 en 19.600 inwoners (groep 76).

Dit pensioen wordt sedert 1-1-2002 uitbetaald op basis van een bedrag van 3.521,28 EUR per jaar (aan spilindex 138,01).

Indien dit pensioenbedrag als basis wordt gebruikt voor de perequatie op 1-6-2002, moet de aanvankelijke basiswedde omgezet worden in de weddenbedragen die van kracht waren op 1-7-1993, uitgedrukt in euro.

$$21.788,59\text{ EUR} \times 478,85\% = 10.433,47\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De nieuwe basiswedde verbonden aan dit ambt bedraagt op 1-6-2002 :

$$22.006,56\text{ EUR} \times 478,85\% = 10.537,84\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De perequatiecoëfficiënt wordt in dit geval als volgt berekend :

$$\frac{\text{nieuwe basiswedde}}{\text{basiswedde op 1-7-1993}} = \frac{10.537,84\text{ EUR}}{10.433,47\text{ EUR}} = 1,010003$$

Aangepast pensioenbedrag op 1-6-2002 :

$$\begin{aligned} &\text{pensioenbedrag op 1-1-2002} \times \text{perequatiecoëfficiënt} \\ &3.521,28\text{ EUR} \times 1,010003 = 3.556,50\text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)} \end{aligned}$$

Voorbeeld 5 :

Perequatie van de pensioenen berekend in bovenstaand voorbeeld 2.

Pensioen 1 : 5.340,70 EUR per jaar (aan spilindex 138,01), vanaf 1-1-2002 toegekend voor twee opeenvolgende mandaten van burgemeester van een gemeente met een bevolking tussen 11.201 en 11.600 inwoners (groep 56).

Het aanvankelijk pensioen werd in dit geval berekend op grond van een basiswedde vastgesteld in de weddenbedragen die van kracht waren op 1-7-1993, uitgedrukt in euro :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 544,70 \text{ ‰} = 11.868,24 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De nieuwe basiswedde verbonden aan dit ambt bedraagt op 1-6-2002 :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 544,70 \text{ ‰} = 11.986,97 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De perequatiecoëfficiënt wordt als volgt berekend :

$$\frac{\text{nieuwe basiswedde}}{\text{aanvankelijke basiswedde}} = \frac{11.986,97 \text{ EUR}}{11.868,24 \text{ EUR}} = 1,010004$$

Aangepast pensioenbedrag op 1-6-2002 :

$$\begin{aligned} & \text{pensioenbedrag op 1-1-2002} \times \text{perequatiecoëfficiënt} \\ & 5.340,70 \text{ EUR} \times 1,010004 = 5.394,12 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)} \end{aligned}$$

Pensioen 2 : 2.682,07 EUR per jaar (aan spilindex 138,01), vanaf 1-1-2002 toegekend voor een mandaat van burgemeester van een gemeente met een bevolking tussen 11.601 en 12.000 inwoners (groep 57).

Ook in dit geval werd het aanvankelijk pensioen berekend op grond van een basiswedde vastgesteld in de weddenbedragen die van kracht op 1-7-1993, uitgedrukt in euro :

$$21.788,59 \text{ EUR} \times 547,09 \text{ ‰} = 11.920,32 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De nieuwe basiswedde verbonden aan dit ambt bedraagt op 1-6-2002 :

$$22.006,56 \text{ EUR} \times 547,09 \text{ ‰} = 12.039,57 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)}$$

De perequatiecoëfficiënt wordt als volgt berekend :

$$\frac{\text{nieuwe basiswedde}}{\text{aanvankelijke basiswedde}} = \frac{12.039,57 \text{ EUR}}{11.920,32 \text{ EUR}} = 1,010003$$

Aangepast pensioenbedrag op 1-6-2002 :

$$\begin{aligned} & \text{pensioenbedrag op 1-1-2002} \times \text{perequatiecoëfficiënt} \\ & 2.682,07 \text{ EUR} \times 1,010003 = 2.708,89 \text{ EUR per jaar (aan spilindex 138,01)} \end{aligned}$$

Pensioen 3 : 1.374,88 EUR per jaar (aan spilindex 138,01), vanaf 1-1-2002 toegekend voor een mandaat van burgemeester van een gemeente met een bevolking tussen 10.001 en 15.000 inwoners (klasse 15).

Dit pensioen heeft betrekking op een mandaat uitgeoefend vanaf 1-1-2001. Het wordt niet aangepast op 1-6-2002 vermits het gekoppeld is aan de evolutie van de in artikel 28 van de Nieuwe Gemeentewet vastgestelde maximumwedden voor de gemeentesecretarissen.

Overeenkomstig artikel 9, § 1, eerste lid, van de wet van 8 december 1976, zoals vervangen door de wet van 22 januari 1981, worden de overlevingspensioenen van de rechthebbenden van de lokale mandatarissen in principe op dezelfde wijze berekend als de rustpensioenen. Deze bepaling impliceert dat ook de perequatie van de overlevingspensioenen op dezelfde wijze gebeurt als voor de rustpensioenen. Een overlevingspensioen wordt dus in principe aangepast bij elke verhoging van de basisjaarwedde die eraan ten grondslag ligt. Net als bij de rustpensioenen mag voor de berekening en de aanpassing van de overlevingspensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vóór 1 januari 2001 evenwel geen rekening worden gehouden met de weddenverhogingen die voortvloeien uit de wet van 4 mei 1999.

Tot slot wil ik de aandacht vestigen op de rust- en overlevingspensioenen van de lokale mandatarissen en hun rechthebbenden die ingegaan zijn vóór 1 juni 1976 en die - met toepassing van de overgangsbepaling vervat in artikel 17, eerste lid, van de wet van 8 december 1976 - berekend zijn gebleven op basis van de vroegere wetgeving terzake (de wet van 5 juli 1954 betreffende het pensioen van de burgemeesters en schepenen en dit van hun rechtverkrijgenden, gewijzigd door de wetten van 20 april 1965 en 11 juli 1969, en het koninklijk besluit van 1 juli 1970 ter uitvoering van artikel 24 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand). Deze pensioenen moeten herberekend worden overeenkomstig de bepalingen van de wet 8 december 1976, rekening houdend met de basiswedden die vanaf 1 juni 2002 van kracht zijn. Het herberekende pensioen moet vergeleken worden met het pensioen waarop de betrokkene op 31 mei 2002 aanspraak kon maken (alle bedragen gekoppeld aan spilindex 138,01 en uitgedrukt in euro). Het voordeligste pensioen moet vanaf 1 juni 2002 worden toegekend. Dezelfde werkwijze dient toegepast te worden voor de pensioenen die ingegaan zijn vanaf 1 juni 1976, doch met toepassing van artikel 17, tweede lid, van de wet van 8 december 1976 eveneens berekend zijn gebleven op basis van de vroegere wetgeving.

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

F. VANDENBROUCKE